

LE POINT DE VUE DU GERANT

AVRIL 2020

Alors que le pic de l'épidémie de Covid-19 semble désormais derrière nous et que de nombreux pays démarrent des mesures de déconfinement, il est désormais possible de tirer les premières conclusions de la crise que le monde vient de connaître.

Tout d'abord cette crise, initialement sanitaire est rapidement devenue économique, marquée par une ampleur que l'on n'avait quasiment jamais connue. La Banque d'Angleterre vient d'indiquer que le pays allait connaître sa pire récession depuis 300 ans. Outre-Atlantique, les Etats-Unis jouissaient il y a à peine deux mois d'une situation de quasi-plein emploi marquée par un taux de chômage au plus bas depuis 50 ans. En l'espace de 6 semaines, la situation s'est inversée et le pays subit un taux de chômage quasiment au plus haut depuis 90 ans et que l'on n'avait plus connu depuis la Grande Dépression sous l'ère Roosevelt.

Alors que cette crise va servir de prétexte à un coup de frein à la mondialisation, elle va en premier lieu accroître les inégalités entre pays. Tout d'abord, il est utile de rappeler que les pays ont géré la crise sanitaire avec des résultats très disparates. Ainsi Taïwan ne déplore à fin avril que 7 morts du Covid-19, un chiffre extrêmement faible au regard de sa population de 24 millions d'habitants. Ce pays qui n'a pourtant pratiqué qu'une forme très allégée de confinement a été très réactif dans la gestion de la crise en imposant très tôt la mise en quarantaine des personnes revenant de zones à risque. Pour les pays qui ont bien géré la crise sanitaire, le déconfinement est plus facile et surtout plus rapide, ce qui permet d'atténuer le ralentissement économique, le risque de faillite d'entreprises et la montée du chômage. Il est par exemple frappant de noter que le PIB de la Suède -pays qui n'a pas pratiqué de confinement- ne s'est contracté que de 0.3% au premier trimestre quand celui de la zone euro a chuté de 3.8% sur la même période. Plus long sera le confinement et plus difficile en sera sa sortie. C'est ce qu'a explicitement mentionné Ben Carson de l'administration Trump, en précisant qu'il ne fallait pas laisser le virus bloquer l'économie sous peine d'asphyxier les PME du pays, ces dernières étant cruciales pour assurer la reprise économique. La lenteur du redémarrage aura également un coût en termes de déficits et d'endettement, car les pays qui traîneront à redémarrer verront leur endettement dériver, rognant ainsi leurs futures marges de manœuvres et alimentant de ce fait un cercle vicieux.

La fragmentation entre l'ancienne économie et la nouvelle économie qui existait déjà avant la crise devrait s'en trouver également accrue. Ainsi les magasins physiques vont devoir s'accommoder de normes sanitaires accrues et de réglementations relatives à la distanciation entre les personnes qui risquent de laminer les profits. Inversement, de nombreuses sociétés s'adaptent via un recours toujours plus grand au cloud qui permet en particulier le télétravail. Cela va être une source de productivité considérable et certaines sociétés ont déjà annoncé qu'elles allaient instaurer un modèle reposant sur du télétravail généralisé permettant de diviser par deux leur nombre de bureaux et de réduire ainsi considérablement leur base de coûts.

Au global, cette crise brutale sera un tournant pour de nombreux pays et entreprises et pourrait provoquer une fracture. Des pays ayant mal géré la crise risquent de s'enfermer dans l'immobilisme en le justifiant en partie par des peurs de seconde vague. Comme il s'avère que de nombreux pays européens figurent parmi ceux qui ont mal géré la crise, il n'est finalement pas étonnant que les marchés européens soient à la traîne vis-à-vis du reste du monde et il pourrait s'avérer dangereux d'en conclure que cette zone géographique constitue une opportunité boursière.

GÉRANT
David DEHACHE

